

Les relations internationales de la Wallonie (1/3)

Philippe Suinen

Directeur général de la Direction générale des Relations extérieures de la Région wallonne

Introduction

Evoquer les relations internationales de la Wallonie revient à limiter son investigation à la politique extérieure de la Région wallonne en tant qu'entité de droit public. Bien entendu, cette politique est dans bien des cas l'aboutissement de relations - de voisinage ou autres - entretenues par les Wallons ou les provinces et communes wallonnes avant que la Région wallonne ne se voit créée et dotée de la personnalité juridique.

Une double constatation s'impose d'entrée de jeu :

- en matière de relations internationales, la Région wallonne a connu en treize années une évolution institutionnelle spectaculaire, partant de l'inexistence juridique pour aller vers un statut très proche de celui de l'Etat ;
- les actions et contacts internationaux de la Région ont, à chaque stade de l'évolution institutionnelle, été suffisamment diversifiés et denses que pour mettre en oeuvre le cadre légal existant tout en préparant - et en faisant pression sur - la prochaine étape institutionnelle destinée à renforcer les pouvoirs internationaux des Régions.

En d'autres mots, la Région wallonne a joué en la matière un rôle de pionnier et de référence, entraînant les réactions aussi bien d'envie d'autres régions européennes que de froide réserve de la part de pouvoirs centraux de pays pourtant amis.

I. Le régionalisme et les relations internationales

Deux approches sont possibles pour cerner la notion de "Région" en fonction de la dimension propre aux relations internationales.

La définition des Régions retenue par l'Assemblée des Régions d'Europe - organisation dont la Wallonie a été l'un des fondateurs les plus actifs - situe celles-ci au deuxième niveau dans la pyramide des pouvoirs, c'est-à-dire immédiatement en-dessous de l'Etat central. Le second critère existentiel pour les Régions est de disposer d'une assemblée directement élue.

On le voit, cette définition ne procure pas toutes les garanties de véritable autonomie et de participation au pouvoir central. En outre, elle ne fait pas mention de l'expression externe, ce qui indiquerait que des Régions reconnues comme telles se voient refuser par les Etats centraux toute possibilité de partenariat international.

Certes, le Traité de Maastricht sur l'Union européenne a ouvert une brèche dans le sens de la dimension européenne des Régions en prévoyant la création du Comité des Régions, institution consultative composée de 189 membres et chargée de donner des avis, à la demande ou d'initiative, sur les enjeux et programmes. Mais les Etats retrouvent tout leur poids lorsque l'on sait qu'ils doivent désigner les membres dudit Comité (cf. 5e partie).

Une autre approche du fait régional se base sur la notion d'identité. Jean-Marie Klinkenberg, Professeur à l'Université de Liège et directeur du centre d'études de cette même université, a schématisé en trois phases le processus symbolique complexe dont l'identité collective est l'aboutissement [\(1\)](#) :

- un substrat objectif, qui peut être un cadre de vie commun, certains comportements (allant du culinaire et du vestimentaire au religieux ou au politique), certaines situations sociales, etc. ;
- une sélection de certains de ces traits, dès lors assumés comme autant de signes de démarcation dans le cadre d'un processus de mobilisation ;
- le caractère communicable de cette identité, ce qui suppose une certaine forme d'institutionnalisation.

L'identité est ainsi à entendre comme l'antinomie de l'isolement et du repli sur soi : elle n'existe qu'en s'exprimant vis-à-vis de l'autre, et dès lors par des contacts internationaux. Cette tendance est d'autant plus manifeste en fonction de l'internationalisation si caractéristique du monde actuel, bien illustrée par la formule du "global village" de Marshall McLuhan.

Cette dimension internationale est indispensable à l'efficacité de l'action régionale à partir du moment où est reconnu le principe fédéraliste de l'autonomie. Selon ce dernier, chaque Région ou composante d'un Etat fédéral se voit dotée de compétences et pouvoirs exclusifs nécessaires à la réalisation des buts qui sont les siens. L'efficacité de l'action régionale serait ainsi fortement contrariée si l'Etat central pouvait remettre en cause les objectifs de la Région en empêchant leur mise en oeuvre au niveau international.

Cet élément a été souligné à l'occasion du séminaire organisé à Bratislava du 16 au 18 janvier 1992 par l'Assemblée des Régions d'Europe sur le thème "Fédéralisme : état et perspectives". En y évoquant les critères de la réussite des systèmes fédéraux sans pour autant vouloir établir un code général de bonne pratique régionaliste et fédéraliste, six idées de base y ont été retenues pour un fonctionnement démocratique, proche du citoyen et efficace : la clarté, la personnalité, la consistance du pouvoir, la réalité des moyens, la transparence et la reconnaissance de l'interdépendance. Au titre de la consistance du pouvoir étaient ainsi mentionnés l'équivalence des normes fédérales et fédérées, le caractère exclusif des compétences reconnues aux régions et/ou entités fédérées, mais aussi la possibilité de mise en oeuvre internationale de ces compétences par leurs détenteurs dans l'ordre interne. On peut affirmer que, dès ses premiers pas institutionnels, la Région wallonne s'est résolument inscrite dans cette recherche d'affirmation de son identité en termes de partenariats internationaux.

II. Les principes politiques à la base de l'action de la Région wallonne

Les relations extérieures constituent un domaine dans lequel un certain type de consensus entre les familles politiques présentes à la Région s'exprime le plus nettement. Un axe de continuité est donc perceptible quant à la politique menée, et ce dès les origines institutionnelles de la Région. Les mêmes principes de base, à des nuances près, ont été défendus et mis en oeuvre par les différents titulaires de la matière qui se sont succédés et qui émanent pourtant des trois partis dits traditionnels : le socialiste Jean-Maurice Dehousse, le libéral André Damseaux, les sociaux-chrétiens Melchior Wathelet et Albert Liénard, les socialistes Guy Spitaels et Robert Collignon.

La déclaration de politique régionale de l'Exécutif régional wallon du 22 janvier 1992, prononcée par le Président G. Spitaels, traduit bien cet état d'esprit et les principes soutenant l'action extérieure de la Région, la dimension européenne d'ouverture apparaissant parmi les notions-clés du projet wallon : "L'Exécutif propose un projet de société aux Wallons et invite ceux-ci à y adhérer, dans leur vie quotidienne, dans leur milieu professionnel, dans leurs organisations et associations : il s'agit, ensemble, et dans un contexte parfois peu propice, de faire de la Wallonie au sein de la Belgique une Région d'Europe où la démocratie, ainsi que la solidarité avec les moins favorisés d'aujourd'hui comme avec les générations de demain, ne seront pas un vain mot".

En développant son action extérieure, la Région s'est basée sur le principe que tout ce qui ne lui était pas formellement interdit lui était permis, approche qualifiée du "non-dit" par Jean-Maurice Dehousse [\(2\)](#). Cette approche est basée sur cinq objectifs.

1. La mise en oeuvre externe

Dans sa déclaration du 22 janvier 1992, l'Exécutif précise qu'il veillera à ce que les compétences de la Région connaissent une mise en oeuvre optimale au niveau international.

En termes actifs, la mise en oeuvre efficace de bon nombre de compétences régionales implique qu'elle se situe dans le cadre d'accords ou partenariats internationaux liant la Wallonie, par exemple :

- les coordinations transfrontalières pour ce qui concerne l'aménagement du territoire et l'infrastructure ;
- les actions de contact de l'industrie wallonne et des centres de recherche wallons avec des homologues étrangers ainsi que les participations conjointes à des programmes européens, sur base des compétences reconnues aux Régions dans le triangle politique économique - énergie - recherche appliquée. A ce niveau, le pouvoir régional apparaît véritablement comme le centre de gravité décisionnel des interventions publiques non fiscales concernant les entreprises, ce qui l'amène bien entendu à devoir apprécier la réalité de l'entreprise dans son ensemble, qu'il s'agisse du marché interne ou des marchés étrangers.

Ce dernier aspect justifie le transfert vers les Régions d'une partie importante des compétences relatives au commerce extérieur, tel que réalisé par les réformes institutionnelles de 1989 et 1993. La loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat précise désormais que les Régions sont compétentes pour la politique des débouchés et des exportations, sans préjudice de la compétence fédérale :

- d'octroyer des garanties contre les risques à l'exportation, l'importation et l'investissement;
- de mener une politique de coordination et de coopération ;
- de mener une politique de promotion en concertation avec les Régions.

Une priorité constante est ainsi donnée à la promotion du commerce extérieur en amenant les entreprises, selon l'expression consacrée, à exporter plus et mieux.

Dans leur objectif de mise en oeuvre externe, les relations internationales de la Région doivent ainsi soutenir au mieux les exportations wallonnes, notamment, comme le précise la Déclaration du 22 janvier 1992, par l'établissement de partenariats avec des Régions et Etats étrangers facilitant les actions conjointes d'entreprises et de centres de recherche.

En termes défensifs, malgré le caractère exclusif des compétences régionales, il convenait d'éviter que, par le biais des relations internationales, les autorités de l'Etat central reprennent des compétences des Régions et les mettent en oeuvre de manière inappropriée aux besoins et objectifs exprimés par les autorités régionales.

Seule la reconnaissance de la possibilité pour les Régions de conclure des traités internationaux dans les matières de leur compétence pouvait lever cette ambiguïté. Il a fallu attendre la révision constitutionnelle de 1993 pour qu'il en soit ainsi.

2. La participation

Ce deuxième objectif tient à l'idée de participation : la Région entend être associée aux activités internationales de l'Etat belge afin que celles-ci aient leurs retombées équitablement réparties entre les composantes du pays et ne portent pas préjudice aux compétences, actions et intérêts wallons.

Dès avant la révision de l'article 68 de la Constitution et l'octroi aux Régions de la capacité de conclure des traités internationaux, la pratique tenait partiellement compte de cette préoccupation. En effet, les Régions pouvaient être représentées dans des délégations de l'Union économique belgo-luxembourgeoise (U.E.B.L.) lors de réunions de commissions mixtes de coopération industrielle et commerciale avec les Etats étrangers.

L'idée de participation est également partiellement concrétisée par la représentation de la Région au sein des conseils d'administration de l'Office belge du Commerce extérieur (O.B.C.E.) et de l'Office national du Dueroire (O.N.D.) ainsi qu'au Comité Copromex.

Mais la plus récente phase de réforme de l'Etat, avec la révision constitutionnelle de 1993 et l'octroi aux Régions de la capacité de conclusion des traités, a nécessité, pour sa mise en oeuvre, le règlement du problème des traités dits mixtes, en l'occurrence ceux qui concernent à la fois les compétences de l'Etat fédéral et des Régions. La solution intervenue par accord entre l'Etat et les Régions systématise la concertation entre les différents niveaux de pouvoir concernés en Belgique. Elle prévoit également la signature desdits traités par des représentants de l'Etat comme des Régions.

3. Le partenariat international

La troisième cible de la politique wallonne des relations extérieures a trait à l'établissement de relations intergouvernementales porteuses de co-développement : en d'autres termes, définir et mettre en oeuvre des relations de coopération avec d'autres entités de droit public, comme des Etats, des Régions, des ministères techniques ou des sociétés à capitaux publics ou mixtes.

La déclaration de l'Exécutif du 22 janvier 1992 mentionne, en outre, une voie spécifique de partenariat axée sur le développement et deux constatations de base :

- les compétences de la Région lui octroient des capacités d'expertise et d'assistance indispensables à la coopération au développement ;
- des besoins exprimés par les pays du Tiers Monde peuvent être rencontrés sur base des capacités d'entreprises et de centres de recherche wallons.

Il s'agit là d'une philosophie d'action recherchant les meilleures liaisons entre, d'une part, les compétences régionales, principalement économiques et orientées vers les entreprises et, d'autre part, des actions centrées sur les besoins des pays en développement.

Peuvent ainsi être retenues au titre de modalités :

- la conclusion d'accords bilatéraux avec les pays concernés, le cas échéant au niveau de leurs structures décentralisées ;
- la stimulation de partenariats industriels, en liaison avec le Centre pour le Développement industriel ACP-CEE (pour les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique) et avec la facilité dite "Cheysson" (ECIP -European Community Investment Partners - pour les pays du Maghreb, d'Asie et d'Amérique latine) ;
- la contribution aux projets de la francophonie multilatérale, via l'Agence de Coopération Culturelle et Technique (A.C.C.T.) ;
- la coopération avec des organisations internationales spécialisées, comme la Banque Africaine de Développement, l'Organisation des Nations unies pour le Développement industriel, l'Organisation internationale du Travail ;
- la contribution au fonds multirégional du développement décentralisé, propre à l'Assemblée des Régions d'Europe (A.R.E.).

4. Le relais vers les acteurs wallons

Le réseau des relations extérieures nouées par la Région doit également être considéré comme un bon tremplin, voire un cadre stimulant, pour l'action internationale menée par différents intervenants wallons. Mieux, ledit réseau a aussi pour objectif de susciter de nouvelles actions de ce type, ce qui est résumé

par la formule "mettre le monde dans la tête des Wallons", plus particulièrement des entreprises et des centres de recherche, mais également des jeunes décideurs de demain.

La première en date des coopérations initiées par la Région wallonne, qui vise le Québec, est assez exemplative à cet égard : l'une de ses pistes prioritaires tient précisément en la stimulation de partenariats industriels et technologiques et une évaluation en est dressée à chaque session du Comité permanent Wallonie-Québec (commission mixte réunissant les représentants des deux gouvernements). A cette occasion, chaque dossier est examiné afin d'identifier, si nécessaire, les obstacles empêchant son bon aboutissement et les moyens susceptibles de les lever.

La forte liaison des relations internationales avec le commerce extérieur implique évidemment que les entreprises puissent bénéficier, dans leur action de recherche de partenariats, de programmes incitatifs conçus par la Région et gérés par sa Direction générale des Relations extérieures, notamment au niveau de l'Agence wallonne à l'Exportation :

- l'organisation de missions d'accompagnement d'entreprises et de journées de contact à l'étranger, ainsi que des invitations de personnalités étrangères en Wallonie ;
- l'organisation de stands collectifs ou la subvention de la participation à des foires, salons et colloques internationaux ;
- l'octroi d'avances récupérables dans le cas de missions de prospection hors CEE (Fonds du Commerce extérieur) ;
- des interventions dans le financement de cartes de visite audiovisuelles d'entreprises et d'autres supports de promotion comme des brochures ;
- la mise à disposition de personnel affecté à des missions d'études et de marchés, de prospection et de promotion ;
- la mise à disposition de spécialistes en commerce extérieur ou en design ;
- des formations aux techniques du commerce extérieur ;
- l'encouragement des activités de secrétariats d'intendance à l'exportation ;
- des interventions dans le financement d'études et de frais de démarrage pour des opérations de partenariat d'entreprises. Ces interventions complètent le cas échéant les aides accordées par l'Union européenne au titre des mécanismes gérés par le CDI (Centre pour le Développement industriel - zone des pays ACP) et par l'ECIP (pour les pays en voie d'industrialisation non ACP) ;
- la mise en place de lignes de crédit destinées à contribuer à la réalisation de projets impliquant des entreprises wallonnes (Sénégal, Congo, Tunisie).

En mai 1993, le Gouvernement wallon a dégagé une somme supplémentaire de 2 milliards de francs pour une relance sélective de l'emploi directement productif. Une partie de ce montant, à savoir 250 millions de francs * a été affecté à un programme spécial consacré à la promotion des exportations hors CEE et basé sur cinq axes majeurs :

- soutenir les efforts d'expansion commerciale en Europe centrale et dans le Sud-Est asiatique ;
- créer ou renforcer la représentation de la Région auprès d'organisations internationales (Union européenne, ONUDI, Banque mondiale, Banque africaine de Développement, Banque asiatique de Développement) ;
- intervenir financièrement dans les frais d'assistance technique au profit des utilisateurs étrangers de biens d'équipement fournis par des entreprises wallonnes ;
- stimuler la collaboration au sein du monde industriel wallon, en encourageant l'utilisation, par les PME, des antennes dont disposent à l'étranger les grandes entreprises exportatrices ;
- encourager la création d'antennes à l'étranger par des PME wallonnes.

(*Portant ainsi les incitants de l'Agence wallonne à l'Exportation à un montant en 1994 de quelque 829,7 millions de francs.)

D'autre part, pour ce qui concerne les jeunes, le programme "mémoire" vise à mobiliser les mémoires de fin d'études au profit des entreprises, particulièrement des PME, et des besoins rencontrés par elles en matière d'exportation.

Dans le cadre de l'Assemblée des Régions d'Europe (A.R.E.), la Wallonie participe aussi activement au Tour d'Europe des Jeunes, rebaptisé programme "Eurodyssée". Ce programme a pour objectif de donner à des jeunes une première expérience professionnelle rémunérée en entreprise, en dehors de leur Région, en associant l'amélioration de leurs connaissances linguistiques, l'approche d'une nouvelle culture et le développement d'une conscience européenne.

5. La représentation à l'étranger

L'une des préoccupations constantes de la Région a été de se doter de représentations à l'étranger. Ainsi, confirmant le caractère privilégié de la coopération avec la belle Province, la Wallonie compte depuis le tout début des années quatre-vingts un délégué permanent à Québec. C'était là un cas

exceptionnel, dû à la complicité des partenaires, car la représentation des Régions à l'étranger était considérée par beaucoup de chancelleries comme soit une impossibilité, soit une affaire de droit privé. Il a fallu attendre, pour que la question évolue, un protocole d'accord conclu le 25 juillet 1988 entre les ministres responsables des relations extérieures au niveau de l'Etat central (L. Tindemans), de la Communauté française (J.P. Grafé) et de la Région wallonne (A. Liénard).

Selon ce document, la Communauté et la Région, conjointement, ou séparément, peuvent désigner des représentants à l'étranger ou auprès d'organismes internationaux. Ces délégués sont intégrés dans les ambassades, consulats ou représentations permanentes belges selon le cas et sont placés sous l'autorité diplomatique du chef de poste. Par contre, ils sont placés sous l'autorité fonctionnelle de la Communauté et/ou de la Région et reçoivent directement leurs instructions de celles-ci.

L'application de ce protocole a été néanmoins retardée pour la seule Région puisqu'il stipule en son article 7 ne pouvoir sortir ses pleins effets en ce qui concerne celle-ci que lorsque la révision de l'article 68 de la Constitution sera effective. Or, on sait que cette révision n'est intervenue qu'en 1993...

Il a donc fallu contourner l'obstacle en bonne intelligence avec la Communauté française : celle-ci a recruté des délégués qui, de fait, se sont chargés de la représentation de la Région à l'étranger, et ce à Washington, Milan, Kinshasa et Alger, ainsi qu'auprès de la CEE. La collaboration ainsi mise au point entre la Région et la Communauté française prévoyait également que les autres délégués de cette dernière non recrutés pour la Région pouvaient effectuer des prestations pour la Région wallonne et ses entreprises, comme cela a été notamment le cas à Genève, Paris, Rome, Tunis, Dakar et Rio de Janeiro. L'approfondissement de la régionalisation du commerce extérieur, intervenue au 1er janvier 1994, a fortement contribué à donner une solution à ce problème. En fait, depuis le 1er janvier 1991, huit attachés commerciaux avaient été transférés à la Région et localisés à Londres, La Haye, Lyon, Cologne, Bratislava, Barcelone, Casablanca et San Francisco. Avec la loi du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, c'est l'ensemble du réseau des attachés commerciaux belges à l'étranger qui est transféré aux Régions et en l'occurrence, 38 attachés à la Région wallonne.

Dès lors, en tenant compte des délégués et attachés commerciaux déjà en activité, la représentation wallonne à l'étranger est, au 1er janvier 1994, de 53 agents.

Représentation de la Région wallonne à l'étranger

Union européenne

Hambourg, Berlin, Cologne, Munich, Lille, Lyon, Paris, Strasbourg, Londres *, Birmingham, Milan *, Rome, Barcelone, Madrid, Porto, Athènes, Copenhague, La Haye, Communauté européenne;

Association européenne de libre-échange (A.E.L.E.)

Vienne, Helsinki, Göteborg;

Europe centrale orientale

Budapest, Varsovie, Moscou, Prague;

Amérique du nord et Amérique latine

Montréal, Chicago, San Francisco, Washington, Houston, Buenos-Aires;

Afrique

Casablanca, Alger, Tunis, Abidjan *, Johannesburg, présence également d'une antenne commerciale à Kinshasa;

Proche et moyen orient

Tel Aviv, Djeddah, Ankara;

Asie-Océanie

Pékin, Shanghaï, New-Delhi, Osaka, Tokyo, Kuala Lumpur, Ho Chi Minh Ville, Hong-Kong, Melbourne.

(* A Londres, la Région wallonne a décidé d'implanter deux agents, ainsi qu'à Milan et Abidjan.)

Comme on le voit, la Région wallonne dispose ainsi d'un impressionnant réseau de conseillers économiques à l'étranger, principalement orientés vers le soutien à l'action des entreprises, mais concernés par la mise en oeuvre de l'ensemble des compétences régionales.

La collaboration nouée avec les deux autres Régions et avec l'Etat vise à accroître l'efficacité de ce réseau en évitant les duplications et contradictions.

Ainsi, l'accord de coopération signé le 31 décembre 1993 par les trois Régions permet à un attaché commercial de travailler également pour les autres Régions qui ne disposeraient pas d'un représentant dans la zone concernée. Les demandes des entreprises aux attachés commerciaux sont ainsi à adresser au service de la Région dans laquelle l'entreprise demanderesse est installée, ledit service contactant directement l'attaché. Un comité de suivi tripartite garantit la mise en oeuvre de l'accord et règle les conflits éventuels d'application.

Selon le même accord, le calendrier des audiences de retour en Belgique des attachés est fixé annuellement par les trois Régions en concertation. Il est entendu que les attachés commerciaux, en

poste dans un pays ou groupe de pays où les deux autres régions ne sont pas représentées, consacrent un minimum de 25 % de leur temps disponible pour les audiences dans les deux autres Régions. Avec l'Etat fédéral, la relation de travail est organisée sur base des notions de cohérence, d'autonomie et de collaboration :

- les attachés régionaux sont localisés au sein des représentations diplomatiques et consulaires belges à l'étranger;
- ils ont dans l'Etat d'accueil, le même statut diplomatique que les attachés commerciaux d'autres pays;
- ils ont leur bureau dans les chancelleries;
- les attachés économiques et commerciaux sont exclusivement désignés par les Régions et placés sous leur autorité fonctionnelle;
- l'Office belge du Commerce extérieur (O.B.C.E.) gère en Belgique une banque de données directement accessible aux entreprises et aux régions. Cette banque est approvisionnée par les attachés régionaux;
- les attachés régionaux contribuent à la préparation des missions de l'O.B.C.E. pour autant qu'elles aient été retenues dans le cadre d'une concertation entre le pouvoir fédéral et les Régions.

Orientation bibliographique

1. Institut Jules Destrée, *la Wallonie au futur, vers un nouveau paradigme*, p.210.

2. *Wallonie : an I de la légalité, l'Europe en formation*, novembre-décembre 1980, n° 240, pp. 39, 44 et 54.

(Philippe Suinen, *Les relations internationales de la Wallonie*, dans [Wallonie. Atouts et références d'une Région](#), (sous la direction de Freddy Joris), Gouvernement wallon, Namur, 1995.)

Les relations internationales de la Wallonie (2/3)

Philippe Suinen

Directeur général de la Direction générale des Relations extérieures de la Région wallonne

.../...

III. L'évolution juridique des relations internationales de la Région

Dès sa création, la Région wallonne a tenté de se donner une action internationale, ainsi que l'indique déjà la déclaration commune signée avec le Québec à Namur le 13 décembre 1980. L'intitulé de ce texte indique bien les difficultés qu'il y avait à l'époque à avancer au niveau régional l'idée d'accord et encore moins de traité international...

Mais l'octroi aux régions de compétences exclusives par la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 introduisait logiquement, ainsi que le réclamait la Région wallonne, les notions d'indivisibilité des compétences et d'absence de tutelle pour ce qui concerne l'expression internationale. Ces principes n'ont pas toujours été perçus avec autant de netteté par les autorités centrales belges et il est arrivé que certaines initiatives régionales soient tuées dans l'oeuf ou juste avant leur aboutissement par le département central des Affaires étrangères.

Ainsi, sans entrer dans l'anecdote, on peut signaler qu'un ministère technique du Sud- Est asiatique avait, au début des années quatre-vingts, exprimé à la Région wallonne le souhait de la voir réaliser un projet de plan d'industrialisation d'une zone de ce pays, en liaison bien entendu avec les capacités d'entreprises et de centres de recherche wallons. Alors que l'on préparait un projet d'accord technique de collaboration entre le Ministère concerné et la Région wallonne, le département belge des Affaires étrangères se mit à convoquer l'Ambassadeur du pays asiatique pour lui signifier que les Régions ne disposaient pas de la capacité internationale et qu'il était dès lors impossible qu'un accord soit signé : on comprendra qu'à l'époque - c'était en 1985 - la Région ait fermé le dossier.

En fait, les possibilités d'action extérieure de la Région ont, jusqu'au 5 mai 1993, été fonction de l'interprétation donnée à l'article 68 de la Constitution, disposition qui n'avait pas fait l'objet du moindre réaménagement depuis 1831. Selon ce texte, le Roi fait les traités de paix, d'alliance et de commerce et doit en donner connaissance aux Chambres dès que l'intérêt et la sûreté de l'Etat le permettent, en y joignant les communications convenables. Une précision est donnée par le même article pour les traités

de commerce et les traités pouvant grever l'Etat ou lier individuellement des Belges : ils ne peuvent avoir d'effet qu'après avoir reçu l'assentiment des Chambres.

Deux éléments ont toutefois tempéré l'interprétation trop stricte qui aurait pu être donnée au détriment de la Région à cet article :

- l'association des Régions aux négociations d'accords internationaux par l'Etat central a été rendue possible dans les matières relevant de leurs compétences internes (article 81 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980);
- dans une lettre-circulaire qu'il adressait le 25 septembre 1984 aux ambassades, consulats en matière et représentations permanentes de la Belgique auprès d'organismes internationaux, L. Tindemans, Ministre belge des Affaires étrangères, a indiqué que "les pleins pouvoirs nécessaires peuvent être délivrés par le Roi, le cas échéant, aux représentants des Exécutifs régionaux". Tel a été le cas pour la déclaration commune pour un Pôle européen de développement, accord de base entre la France, le Grand-Duché de Luxembourg et la Belgique pour le développement de l'espace trinational Athus (Wallonie) - Rodange (Luxembourg) - Longwy (France), notamment par la création d'un parc international d'activités. Par lettre du 17 juillet 1985, le Premier Ministre belge a invité le Président de l'Exécutif régional, Jean-Maurice Dehousse, à signer le document "vu les compétences propres de la Région wallonne", ce qui a été fait le 19 juillet 1985.

Malgré ces éléments, le développement de l'action régionale a fait apparaître de plus en plus nettement la distorsion entre les compétences interne et externe. Finalement, un nouveau régime juridique, institué par la révision constitutionnelle de 1993 - qui a modifié l'article 68 - et les lois du 5 mai 1993 octroie aux Régions le droit de régler, pour leurs matières la coopération internationale - y compris la conclusion des traités. On mesure ainsi tant le chemin parcouru que le caractère novateur du système par rapport aux autres Etats : aux termes de l'article 68, § 3, de la Constitution, les Gouvernements des Communautés et des Régions concluent, chacun pour ce qui le concerne, les traités portant sur les matières relevant de leurs compétences. Ils négocient les traités, les paraphent ou les signent, les ratifient ou y adhèrent, les suspendent ou les dénoncent [\(3\)](#).

Séparation des pouvoirs obligeant, le traité conclu par un Gouvernement régional n'a d'effet qu'après avoir reçu l'assentiment de son Conseil régional.

Ce n'est donc plus avec l'Etat belge que doit traiter un Etat étranger lorsqu'il s'agit des compétences régionales, par exemple, l'aménagement du territoire, la politique économique, l'infrastructure, l'emploi, le tourisme. L'Etat fédéral belge ne détient en effet pas de pouvoirs de décision ou de négociation dans ces matières.

Mais il importait de maintenir la cohérence entre les différents niveaux de pouvoir en Belgique en maintenant une politique étrangère du pays. C'est pourquoi plusieurs dispositions ont été prévues dans ce sens :

- la mise en place de la Conférence interministérielle de politique étrangère, organe de concertation et de co-décision entre le pouvoir fédéral et les entités fédérées;
- l'obligation pour les Gouvernements régionaux d'informer le Roi de leur intention d'entamer des négociations en vue de la conclusion d'un traité;
- la possibilité pour le Roi de suspendre la conclusion d'un traité sur base d'au moins l'un des quatre critères objectifs suivants :
 - la partie cocontractante n'est pas reconnue par la Belgique;
 - la Belgique n'entretient pas de relations diplomatiques avec elle
 - les relations entre la Belgique et celle-ci sont rompues, suspendues ou gravement compromises;
 - le traité envisagé est contraire à des obligations internationales de la Belgique;
- un accord de coopération est nécessaire pour régler les modalités de conclusion des traités mixtes (qui couvrent des matières touchant aux compétences à la fois de l'Etat et des Régions). Cet accord a été passé le 8 mars 1994 et prévoit que la qualification de traité mixte est à donner par la Conférence interministérielle de politique étrangère. Ces traités sont à négocier et à signer à la fois par le Ministre belge des Affaires étrangères et les Ministres régionaux;
- il fallait également régler la problématique de la mise en cause de la responsabilité internationale de l'Etat du fait de non-respect d'obligations internationales par une ou des Régions.

Le pouvoir fédéral peut ainsi se substituer temporairement à une Région si celle-ci a été condamnée par une juridiction internationale ou européenne pour non-respect d'une obligation relevant du droit international. La Constitution ne prévoit cette possibilité que trois mois après la mise en demeure de la Région par arrêté royal motivé, délibéré en Conseil des Ministres. On doit reconnaître la logique de cette disposition, puisque la responsabilité de l'Etat central peut être mise en cause en droit international du fait des Régions : il peut donc intervenir si celles-ci ne le font pas, étant entendu qu'une décision est automatiquement remplacée par les mesures que prennent ultérieurement les Régions pour se mettre en

conformité avec le droit international. Tout aussi logiquement, cette possibilité d'intervention n'existe pour l'Etat que si la Région a été associée à l'ensemble de la procédure de règlement du différend.

Les principes ainsi retenus pour les compétences des Régions en matière de relations bilatérales ont été appliqués *mutatis mutandis* aux domaines relevant de l'Union européenne et du multilatéralisme. Cela a été facilité par la formulation donnée par l'article 146 du Traité de Maastricht sur l'Union européenne. Il prévoit en effet que le Conseil des Ministres de l'Union européenne est composé d'un représentant de chaque Etat membre au niveau ministériel.

Néanmoins, des modalités d'organisation doivent être mises au point pour le processus de définition de la position belge et pour la représentation de la Belgique au sein des Conseils : les compétences de l'Etat fédéral et des Régions y sont assez souvent concernées en même temps et il faut de toute façon un président de délégation qui exprime les positions. Un accord de coopération conclu le 8 mars 1994 a arrêté les principes suivants :

- la coordination administrative entre l'Etat et les entités fédérées est assurée au sein du Ministère fédéral des Affaires étrangères, qui exerce le secrétariat des réunions et la présidence de celles-ci;
- si un désaccord persiste en coordination administrative quant à la définition de la position à prendre par la Belgique, la Conférence interministérielle de la Politique étrangère est saisie du problème et tranche;
- la position belge est communiquée par le Ministre des Affaires étrangères à la représentation permanente belge auprès de l'Union européenne;
- la composition des délégations belges aux différentes formations du Conseil doit faire l'objet d'une décision de la Conférence interministérielle de la Politique étrangère, étant entendu que quatre hypothèses ont été prévues avec leur mode d'organisation : compétence fédérale exclusive; compétence fédérale prépondérante avec implication des compétences régionales; compétence régionale prépondérante avec implication des compétences fédérales; compétence régionale exclusive.

Représentation de la Belgique au Conseil des Ministres européens en application de l'article 146 du traité de Maastricht

Cas 1	Cas 2	Cas 3	Cas 4	Représentation	Représentation	Habilitation	Habilitation
fédérale avec un des entités fédérées	exclusive	des ministre	assesseur avec	assesseur	entités fédérées	fédérales	exclusive
des entités fédérées	fédéral	- affaires générales	- agriculture-pêche	- industrie	- culture	- écofin	- marché
intérieur	- recherche	- éducation	- budget	- santé	- tourisme	- justice	- énergie
jeunesse	- télécommunication	- environnement	- logement	- consommateur	- transports	- aménagement	- développement
- affaires sociales	du territoire						

Comme on peut le constater, il s'agit là d'une grille d'analyse intéressante. Un de ses principaux mérites est de pouvoir valoriser correctement les compétences régionales dans le cadre communautaire sans porter atteinte au fonctionnement des institutions européennes. Cela a été prouvé à l'occasion de l'exercice par la Belgique de la Présidence du Conseil, durant le second semestre 1993 : le Ministre-Président du Gouvernement wallon, Guy Spitaels, a représenté la Belgique au Conseil Industrie et en a présidé, avec son collègue Robert Collignon - à l'époque Ministre wallon de l'aménagement du territoire - un Conseil informel sur la politique régionale et l'aménagement du territoire. C'était là donner à l'Europe la preuve que la régionalisation fonctionnait bien en Belgique, y compris dans sa dimension internationale et que la Wallonie entendait bien y faire preuve de dynamisme.

IV. Les relations bilatérales de la Région

Décrire les relations internationales de la Wallonie revient à procéder par cercles concentriques en partant des coopérations transfrontalières, sorte de mode d'emploi du bon voisinage, pour évoquer ensuite les Régions et Etats de l'Union européenne et de l'Espace économique européen, les pays d'Europe centrale et orientale, la ceinture méditerranéenne, l'Amérique du Nord, l'Asie et la zone A.C.P. (Afrique, Caraïbes, Pacifique).

Avant d'aborder ces relations et afin de leur donner un éclairage supplémentaire, il est intéressant de donner un aperçu des exportations wallonnes et de leur répartition aux niveaux tant sectoriel que géographique. Ces chiffres, qui concernent l'année 1992, interpellent dans le sens d'un soutien; nécessaire aux produits les moins banalisés ainsi que d'une diversification géographique vers des zones connaissant depuis plus de dix ans un taux de croissance significatif, comme l'Asie. On voit en effet que quelque 60 % des exportations (terme désormais impropre dans le cadre du marché intérieur européen) se font vers les pays voisins.

Répartition sectorielle des exportations wallonnes (en %)

Sidérurgie 20 Chimie 18 Construction mécanique 10 Agro-alimentaire 10 Transformations métalliques 9
Ciment, verre 8 Papier 6 Matériel de transport 5 Construction électrique 4 Plastique, caoutchouc 4
Textile, cuir, confection 4 Autres 2

Répartition géographique des exportations wallonnes (en %)

Allemagne 24 France 21 Pays-Bas 14 Royaume-Uni 8 Italie 7 Autres pays UE 7 AELE 6 Pays en développement 7 USA 3 Autres 3

La coopération transfrontalière

La Wallonie compte des frontières avec quatre Etats, à savoir la France, le Grand-Duché de Luxembourg, l'Allemagne fédérale et les Pays-Bas. On ne connaît pas de région de l'Union européenne comptant autant d'Etats voisins. Cela indique à souhait l'opportunité dans une Europe en lent processus d'unification, de réduire et ensuite de supprimer les limitations au développement résultant de la frontière. Il s'agissait donc de s'éloigner de l'idée de "frontière-coupure", où les politiques respectives d'aménagement du territoire se contredisent et où le développement économique se fait à 180 %.

La Région wallonne s'est dès lors résolument inscrite dans le scénario de la "frontière-couture", où des attitudes constructives sont adoptées afin de pouvoir mener des actions concertées à l'intérieur d'un espace limité aux zones directement frontalières. Le scénario ultérieur de la "frontière-commutation" est également recherché en ce qu'il permet par exemple à des entreprises de compléter par des accords croisés de distribution, leurs gammes de produits sur leurs sous-marchés nationaux et d'ensuite développer de nouveaux produits en mettant en commun leurs relations de partenariat avec des centres universitaires ainsi que les antennes commerciales dont elles disposent à l'étranger.

Cet exemple n'est pas imaginaire, mais vécu et les prolongements normaux en sont notamment la participation à des programmes technologiques européens insérant dans le réseau ainsi créé des partenaires installés dans d'autres régions européennes. La Commission européenne, par son initiative Interreg, contribue financièrement à des programmes conjoints de régions frontalières, et ce dans le cadre de la politique régionale.

La conclusion par la Wallonie d'une relation de partenariat avec la Région française du Nord-Pas-de-Calais a ainsi pris prioritairement en considération la contiguïté géographique et la relative homogénéité de l'espace transfrontalier constitué par les deux Régions.

Une déclaration commune de coopération a été signée le 1er octobre 1985 par les Présidents Joseph et Dehousse avec création d'une commission mixte permanente. Priorité a été donnée à deux thèmes particulièrement stratégiques :

- l'aménagement du territoire et le tracé des voies de communication ferroviaires, particulièrement le TGV, ses liaisons avec le lien fixe Transmanche et les dessertes sous-régionales ;
- la problématique du développement transfrontalier et ses implications par rapport aux programmes européens.

On peut dire que cette dernière piste a été jonchée de succès en raison du programme Pacte (Programme d'Action et de Coopération transfrontalière européen), lancé par une seconde déclaration commune du 20 mai 1989, impliquant également les autorités centrales et départementales françaises et visant un espace géographique ainsi préalablement défini : du côté français, les arrondissements d'Avesnes, Valenciennes, Cambrai et Lille; du côté wallon, le Hainaut occidental, Mons, le Borinage, le Centre et la vallée de la Sambre jusqu'à Charleroi.

Afin d'oeuvrer avec un maximum d'efficacité, huit axes de coopération ont été définis en 1991 par la Commission permanente de Pacte et concrétisés par des projets :

- soutien à la création et au développement économique et technologique des PME (fonds de capital à risque transfrontalier pour les entreprises, bureau de rapprochement des entreprises);
- développement du potentiel de recherche et de développement technologique (installation d'une connexion par fibre optique entre Mons et Valenciennes, atelier européen multimédia, centre européen du bois);
- image de marque (émissions radio et T.V. communes);
- développement des ressources humaines et du marché transfrontalier de l'emploi (formations professionnelles franco-belges);
- valorisation transfrontalière de l'environnement et des pôles touristiques existants (parc naturel Scarpe-Escaut, projet Brunehaut, développement touristique de l'Avesnois - Sud Hainaut - notamment des infrastructures de barrages et lacs, comme l'Eau d'Heure, Val Joly et Virelles);
- valorisation de l'agriculture et du monde rural (filière de viande bovine Blanc-Bleu, lutte intégrée au verger, accueil à la ferme);
- définition transfrontalière de politiques sociales communes;
- structure transfrontalière permanente de coordination.

Pour la période 1991-1993, un financement communautaire a été obtenu pour ce programme au titre d'Interreg et à concurrence de 15,86 millions d'ECUS. La politique de coopération transfrontalière de la Wallonie est ainsi concrètement encouragée par la Commission européenne.

Un pas supplémentaire au niveau de la structuration a été accompli par l'Eurorégion, accord du 21 juin 1991 ayant pour partie prenante, aux côtés de la Wallonie, la Flandre, la Région de Bruxelles-Capitale, le

Kent et le Nord-Pas-de-Calais. Dans cette déclaration commune, les cinq Régions se déclarent convaincues de la nécessité de renforcer, entre elles et par le biais de l'initiative publique, le réseau de l'espace central européen dont elles constituent partiellement la trame.

Le texte de la déclaration commune rompt avec le langage diplomatique traditionnel lorsqu'il évoque le TGV nord-européen, qui doit traverser chacune des régions concernées. Cette infrastructure ne renforcera les grandes métropoles de la zone, dans la logique des pôles de développement, que dans la mesure où les responsables régionaux auront su gérer les nécessaires "compétitions interrégionales". Ceci notamment en intégrant, par des stratégies de coopération, les nécessaires complémentarités entre les métropoles, leurs zones d'influence directe et les zones intermédiaires.

Les principaux thèmes d'action ont été identifiés comme suit, avec chaque fois constitution d'un groupe de travail coordonné par une des régions constitutives :

- coopération technologique, industrielle et le développement économique conjoint;
- aménagement du territoire lié aux grandes infrastructures nord-européennes, ferroviaires, routières, portuaires et fluviales;
- approche de la gestion de l'eau, de l'air, des sols et des espaces naturels terrestres, littoraux, maritimes et les économies d'énergie;
- coopération des administrations régionales par l'échange des cadres, experts et stagiaires;
- promotion de l'image de marque de l'Eurorégion.

Par acte du 8 décembre 1992, les cinq Régions ont structuré l'Eurorégion en un groupement européen d'intérêt économique ayant pour objet les cinq thèmes qui viennent d'être mentionnés. Le financement du budget annuel par les Régions résulte d'une clé de répartition ainsi organisée : 50 % du budget est réparti de manière égale entre les membres et l'autre moitié est répartie entre les membres en proportion des populations respectives.

En fait, le recours à la forme juridique du groupement européen d'intérêt économique (G.E.I.E.), destiné principalement aux entreprises, indique l'absence d'un statut européen spécifique pour les résultantes de coopération interrégionale.

Nous avons déjà évoqué plus haut le Pôle européen de Développement, basé sur une déclaration commune signée le 19 juillet 1985 à Luxembourg avec la France et le Grand-Duché.

Les réalisations n'ont pas tardé après le lancement du projet, considéré par le Président de la Commission européenne, Jacques Delors, comme "un laboratoire au millième de l'Europe". Ainsi, sur les ruines du vieux bassin minier et sidérurgique - point de jonction du déclin industriel constaté dans les trois Etats -, a été installé un parc international d'activités qui a généré plus de mille emplois en Wallonie. En outre, depuis 1991, y fonctionne un Collège européen des Technologies, qui accompagne le redéploiement économique par les réseaux d'enseignement, la formation professionnelle et la recherche, et ce en fonction des aspirations des entreprises et des demandeurs d'emplois.

Pour la période 1991-1993, un financement communautaire a été obtenu au titre d'Interreg et à concurrence de 19,32 millions d'Ecus. L'Union européenne avait déjà marqué au préalable concrètement son soutien au programme, en rendant possibles à la fois d'importantes contributions financières et un niveau élevé d'aides aux investissements des entreprises.

Sans qu'elle soit formalisée par un accord international, une coopération pragmatique lie la Wallonie à l'Etat français, à la Région Champagne-Ardenne et au Département des Ardennes à propos de la zone transfrontalière constituée par respectivement : en France, le Département des Ardennes et en Wallonie, les arrondissements de Charleroi, Thuin, Namur, Philippeville, Dinant, Virton et Neufchâteau.

Ce programme Wallonie-Ardenne françaises a obtenu, pour la période 1991-1993, un financement communautaire au titre d'Interreg à concurrence de 6,51 millions d'Ecus. Il est d'autant plus nécessaire que la frontière s'y est révélée au départ d'une certaine opacité et que la dimension de développement rural y mérite une attention toute particulière. Les relations entre les deux versants de la zone ne manquent en outre pas de base littéraire puisque Arthur Rimbaud, venant de Charleville, devait changer de train à Charleroi pour "monter" à Paris. Ce qui nous a valu quelques bonnes pages...

Mais un autre voisin important de la Wallonie, qui est aussi son premier client commercial, est l'Allemagne fédérale, principalement le Land de Rhénanie du Nord-Westphalie. Avec celui-ci, un accord de coopération a été signé à Düsseldorf le 5 novembre 1990. Les Ministres-Présidents Johannes RAU et Bernard ANSELME ont basé leur coopération sur des valeurs communes, comme leur foi dans le processus politique d'unification européenne et leur passé industriel, lui-même base d'une reconversion structurelle active.

Trois grands thèmes d'action ont ainsi été identifiés et sont cités ci-après avec leurs principales modalités de mise en oeuvre :

1. promotion économique (échange d'informations sur les indices économiques, les aides publiques, les terrains industriels disponibles, les investissements étrangers réalisés et les participations aux programmes européens; échanges de

chercheurs et d'étudiants dans le cadre de programmes européens comme Science, Comett, Erasmus; stimulation de la coopération interentreprises; application au parc naturel Ardennes-Eifel, du concept d'un tourisme respectant les aspects environnementaux, sociaux et culturels);

2. protection de l'environnement (échanges d'expériences en matière de forêts, de dépollution atmosphérique, de traitement et d'élimination des déchets ainsi que de protection des eaux);

3. politique des transports (encouragement à la réalisation du TGV Bruxelles-Cologne et d'autres axes de transport entre les deux régions).

Le suivi de cet accord passe par un dialogue permanent entre la Staatskanzlei du Land de Nordrhein-Westfalen et le représentant économique de la Région wallonne à Cologne.

Au titre des actions transfrontalières, il convient de mentionner à ce stade le programme Euregio Meuse-Rhin, soutenu par les deux Régions. Ce programme concerne géographiquement une partie des territoires de la Rhénanie et de la Wallonie, en l'occurrence, le Kreis d'Aachen et la Province de Liège ainsi qu'aux Pays-Bas, la Province de Zuid Limburg (Maastricht) et en Région flamande, la Province de Limbourg (Hasselt).

Ce programme d'action, qui a démarré au début des années quatre-vingts, repose donc sur quatre sous-régions d'Etats - et Régions - différentes (une zone de plus de 10.000 km² et peuplée par quelque 3,6 millions d'habitants) et ne compte pas les régions concernées parmi les fondateurs ou acteurs directs, mais bien comme soutiens et garants du programme auprès de l'Union européenne. C'est ainsi que pour la période 1991-1993, un financement communautaire a été obtenu, au titre d'Interreg, à concurrence de 23,48 millions d'Ecus.

Sept champs de coopération ont été définis :

- création de réseaux, échanges d'informations et communications;
- circulation, transports et infrastructures;
- loisirs et tourisme;
- formation et marché de l'emploi;
- environnement;
- transfert de technologies et innovation;
- recherche et management de projets.

Euregio Meuse-Rhin se caractérise par la grande diversité et l'aspect pratique de ses projets, allant de recherches conjointes entre centres universitaires à des programmes communs de formation pour les polices et à l'élaboration de cartes destinées aux cyclistes sans oublier à titre d'exemple parmi de nombreux autres cas concrets, le raccordement d'une commune allemande (Losheim) à une station wallonne d'épuration des eaux usées (Hergesberg).

La coopération interrégionale en Europe occidentale

Comme on l'a vu, la Région wallonne, de par sa situation géographique, fait partie de plusieurs espaces transfrontaliers porteurs de potentialités de développement conjoint. C'est ici que le fait régional intervient positivement lorsque les autorités qui en résultent disposent de suffisamment de pouvoir pour mener des politiques harmonisées et intégrées sur base d'une concentration géographique et sectorielle. Il est par ailleurs clair que les zones frontalières constituent des réalités transnationales parfois plus homogènes qu'un territoire étatique, ce qui donne vie à l'idée de l'Europe des Régions.

Certes, depuis 1993, la Wallonie a la possibilité de traiter directement avec les Etats étrangers, ce qui lui permet de situer le partenaire international au niveau jugé le plus adéquat, de l'étatique au régional. En tout état de cause, le terrain interrégional mérite de continuer à être exploré, de par son mérite de proximité. Le raisonnement vaut pour les coopérations non frontalières, même si le voisinage est souvent le meilleur gage d'actions concrètes.

Cela explique que les liens de coopération interrégionale tissés par la Wallonie prennent le plus souvent pour base une similitude d'objectifs sectoriels et/ou de situation, voire de revendication, institutionnelles. Il est ainsi incontestable que l'autonomie régionale et la prise en considération des Régions comme racines de l'Europe ont constitué le terreau de la relation de partenariat avec la Généralité de Catalogne, formalisée notamment par une déclaration d'intention du 12 mai 1987. Cette déclaration reflète très clairement l'idée de complémentarité :

- la partie catalane réalise, pour ce qui la concerne, des banques de données industrielles à partir du savoir-faire, des méthodes de collecte de données et des logiciels mis au point en Wallonie;

- la partie wallonne marque son intérêt pour les capacités de la Catalogne en matière de design industriel et veille à la présentation de ce savoir-faire en Wallonie.

L'accord de coopération du 24 mai 1993, signé par les Présidents Jordi Pujol et Guy Spitaels, bâtit, en matière technologique et industrielle, un système de collaboration visant particulièrement les universitaires et les PME, avec comme modalités :

- l'organisation, tous les trois ans au moins, d'un séminaire de présentation des technologies et expertises développés de part et d'autre;
- des contacts privilégiés entre les euro-info centres de Namur et de Barcelone;
- l'échange d'informations sur les foires organisées dans chacune des deux Régions ainsi que sur les entreprises y participant;
- la stimulation des relations de coopération entre les industries de la culture.

Avec la Région française de Midi-Pyrénées, ce sont les technologies nouvelles et l'aéronautique, illustrée par le programme Airbus, qui ont servi de ciment fédérateur à un programme conjoint de travail signé par le Président Marc Censi et le Ministre Albert Liénard le 17 octobre 1989. La méthodologie retenue dans ce document est particulièrement intéressante en ce que, dans une optique d'efficacité, elle identifie les intervenants impliqués par chaque modalité ou thème de coopération. Ces derniers peuvent être synthétisés comme suit :

- séminaires de présentation générale des partenariats industriels et technologiques;
- diffusion des demandes de recherche de partenaires, formulées par des entreprises ou centres de recherche;
- organisation annuelle de journées de contact, alternativement en Wallonie et Midi- Pyrénées (biotechnologie, nouveaux matériaux, aéronautique spatiale, technologie de l'information et de la communication);
- réalisation de missions de prospection par de jeunes diplômés universitaires (en liaison avec les chambres de commerce et d'industrie);
- coordination d'actions de promotion de produits agro-alimentaires sur le territoire de l'autre région.

En Suisse, avec la République et Canton du Jura, l'accent a été mis sur les autonomies respectives et leurs concrétisations possibles en matière de reconversion industrielle - notamment du secteur mécanique -, promotion des produits et services, politique de développement en milieu rural, protection de l'environnement, technologies nouvelles et relations institutionnelles. Une déclaration commune du 20 novembre 1987 a prévu la création d'une commission permanente Jura-Wallonie.

Les parties prévoient la possibilité de s'associer dans le cadre de programmes confédéraux, interrégionaux ou européens, particulièrement dans le cadre de l'instauration du marché unique européen. Cette dernière mention constitue, pour un canton suisse, une profession de foi en une intégration à l'Union européenne.

Des projets concrets de coopération interrégionale et d'échanges d'expériences sont en outre soutenus sur le plan financier par la Commission européenne, à l'instar d'Eurocam.

Il s'agit d'un réseau entre les centres de recherche - développement actifs dans le créneau des céramiques de pointe, et ce pour les Régions de Limousin (France), Valence (Espagne), Centre (Portugal), Limerick (Irlande), Nord-Pas-de-Calais (France) et Wallonie. On compte parmi les réalisations :

- la mise en place d'une banque de données à caractère technique (Dataceran), axée sur les matières premières, les produits finis, les fournisseurs de matériel céramique et les spécialistes;
- la diffusion d'une *newsletter* dans les six Régions;
- l'organisation de visites des installations et entreprises dans chaque Région.

Sans aucune prétention exhaustive, on peut également citer un autre projet impliquant la Wallonie comme Région pilote et l'aide financière de l'Union européenne : "Méthodes et stratégies pour l'internationalisation des PME". Avec les Régions de Frioul-Vénétie-Julienne et des Pouilles (Italie), du Pays Basque (Espagne) et de Madère (Portugal), un guide commun a été rédigé à destination des PME, présentant notamment les CEEI (Centres européens d'entreprise et d'innovation) et de manière plus générale l'offre des services à l'intention des PME. Cette deuxième phase du projet a été élargie aux Régions de Galway (Irlande), Toscane (Italie) et Navarre (Espagne).

Orientation bibliographique

3. M-F MARCHAL, *les relations internationales dans la Belgique fédérale, Socialisme*, n° 239, septembre-octobre 1993, pp. 39-44.

(Philippe Suinen, *Les relations internationales de la Wallonie*, dans [Wallonie. Atouts et références d'une Région](#), (sous la direction de Freddy Joris), Gouvernement wallon, Namur, 1995.)

Les relations internationales de la Wallonie (3/3)

Philippe Suinen

Directeur général de la Direction générale des Relations extérieures de la Région wallonne

.../...

Le centre et l'est de l'Europe

La Wallonie ne pouvait rester sans réaction face à la formidable mutation qui a résulté, au centre et à l'est de l'Europe, de la chute du rideau de fer et du mur de Berlin, et en prenant en compte au moins deux enjeux fondamentaux :

- tout d'abord, l'Europe a pour fond commun un système de valeurs dans lequel un rôle essentiel est assuré par les droits de l'homme. Un demi-siècle sépare ainsi les deux "Europes";
- d'autre part, passer d'un système étatique et monolithique à un système d'économie de marché a été présenté par des observateurs de l'ouest - cyniques mais pertinents - comme aussi difficile que le chemin inverse au trajet de l'aquarium vers la bouillabaisse. Sans formulation aussi extrême, il est incontestable que les notions de concurrence, de profit et de liaison rentabilité - emploi ne s'improvisent pas au niveau de la mise en oeuvre.

Face à ces enjeux, la Région wallonne a entendu participer au système de vases communicants évoqué par Branislaw Geremek tout en valorisant les capacités et expertises de ses entreprises et centres de recherche dans la rencontre des besoins de ces pays :

"Avant qu'une authentique intégration européenne soit viable, il faudra que se mette en route un mécanisme de vases communicants : nous devons unifier les standards politiques, sociaux et économiques, nous devons constituer des systèmes bancaires qui nous permettent d'entrer dans la structure financière européenne, ainsi que des technologiques qui autorisent notre incorporation à la division du travail en Europe; nous devons élaborer des instruments d'intégration des sociétés, ouvrir les frontières aux personnes et aux idées" (4).

Les cinq principaux partenaires de la Wallonie en Europe centrale et orientale sont, par ordre chronologique de formalisation des relations, la Géorgie, le Comté hongrois de Baranya, la province de Cracovie, la Slovaquie et la Slovénie. Trois de ces cinq entités sont par la suite parvenues à l'indépendance, ce qui n'a pas remis en cause les orientations retenues. Les accords partagent en fait, au niveau des lignes directrices, les objectifs d'échanges d'expériences et d'efforts d'expertises ainsi que de mise au point de positions conjointes par rapport à la construction et aux institutions européennes. Au niveau des modalités, on retrouve la mise en contact des entreprises et centres de recherche, la diffusion des opportunités et l'organisation de stages aux frais de la partie d'accueil pour les coûts de logement et de séjour.

Avec la Géorgie, les secteurs retenus prioritairement au titre du partenariat bilatéral sont l'agriculture et les biotechnologies y afférentes, l'énergie et l'environnement. Des accords de transfert de technologie et de savoir faire ont ainsi pu être signés, au niveau d'entreprises et centres de recherche dans les domaines de la biologie industrielle (fermentation) et de la pisciculture. A la demande de la Géorgie, la Wallonie a aussi envoyé des observateurs aux premières élections multipartites.

Un programme conjoint de travail a été établi le 14 septembre 1990 avec le Comté de Baranya en Hongrie. On y retrouve, parmi les modalités particulières :

- l'organisation annuelle de journées de contact (technologies de l'environnement, technologies agricoles, agro-industrie, biotechnologie, informatique, construction mécanique) ;
- la coordination d'actions de promotion de produits agro-alimentaires sur le territoire de l'autre région;
- l'organisation d'une information et d'une formation sur les structures et le fonctionnement des programmes européens ainsi que sur le marché unique européen ;
- l'organisation d'échanges au niveau des cadres d'entreprises et leur participation à des stages professionnels.

En Pologne, la coopération avec la *voïvodie* (province) de Cracovie concerne la production des matériaux de construction, les économies d'énergie dans le logement, la préservation des monuments historiques, sans oublier l'organisation de forums d'entreprises axés sur la recherche de joint ventures et la mise à disposition d'expertise pour la restructuration et la reconversion de la sidérurgie.

La Wallonie a été la première entité publique étrangère à conclure un accord international avec la Slovaquie, ce le 23 novembre 1990. L'essentiel de l'action est axé sur les partenariats impliquant les entreprises et centres de recherche. Parmi les secteurs et filières retenus, on notera l'énergie, le perfectionnement des cadres d'entreprises, le soutien à la formation de PME, la modernisation et la reconversion industrielle, le secteur agro- alimentaire, les monuments et sites, les eaux et forêts, le traitement final du bois, le règlement des problèmes liés à la privatisation de grandes entreprises, la géologie et les richesses du sous-sol.

Au titre du suivi, il faut noter l'organisation de stages de longue durée en Wallonie pour des experts slovaques, ce dans le secteur des automatismes et des questions d'environnement liés à l'énergie. En outre, le "programme Slovaquie-Wallonie de stages de jeunes cadres" vise à l'accueil en Wallonie de cadres slovaques pour des stages professionnels de confrontation avec le travail et l'économie de marché.

Comme elle l'a fait pour la Slovaquie, la Région wallonne a contribué, modestement mais concrètement, au processus d'émancipation de la Slovénie, notamment lorsqu'il s'agissait d'installer une représentation slovène à Bruxelles. L'accord de coopération avec Ljubljana, conclu en janvier 1991, mentionne comme thèmes principaux les partenariats industriels, commerciaux et technologiques, ainsi que les technologies de protection et de préservation de l'environnement. La Wallonie a également consacré sur les années 1992 à 1994, une somme de 20 millions de francs à une aide humanitaire, via la Croix Rouge, à des camps de réfugiés bosniaques en Slovénie.

De manière plus globale, la Wallonie a aussi mis en place des programmes de perfectionnement à l'entrepreneuriat, comprenant formation au marché (marketing international) et stages en entreprises sur son territoire, ce pour des cadres des Régions et Etats amis.

Enfin, l'Assemblée des Régions d'Europe (A.R.E) a mis en place un Comité de suivi est/ouest auquel la Wallonie a participé activement, notamment en organisant avec le Jura et la Slovaquie un fort intéressant séminaire à Bratislava, du 16 au 18 janvier 1992, sur le thème "Fédéralisme : état et perspectives". Nous croyons que la Wallonie montre ainsi sur le terrain l'efficacité et la pertinence de l'action régionale.

Comme le dirait François Lachat, Président de la République et Canton du Jura devant l'A.R.E. en décembre 1990, "il n'y a rien de plus homogène politiquement et de moins hégémonique souverainement que la Région".

L'Amérique du Nord

Le Québec constitue, en termes chronologiques, le premier partenaire de la Wallonie, avec une déclaration commune signée à Namur le 13 décembre 1980 lors d'une rencontre Levesque-Dehousse. On notera à nouveau le soin particulier pris par les deux délégations de ne pas qualifier juridiquement leur acte de traité tout en soulignant le caractère "privilégié" de la coopération.

Des instruments ont rapidement été créés pour, en plus de l'aspect politique de valorisation des spécificités respectives et des valeurs communes comme la francophonie, donner un caractère économique concret à cette coopération : le Comité permanent Wallonie- Québec, organe de programmation se réunissant annuellement, et le groupe d'orientation de la coopération économique, chargé de l'examen des dossiers économiques et technologiques.

Plusieurs autres textes contractuels ont par la suite été signés entre les autorités du Québec et de Wallonie à propos de thèmes sectoriels, comme les échanges d'information dans le domaine du transfert de technologies, l'accès réciproque aux banques de données industrielles, l'énergie et l'optique. On peut dire que, malgré les aléas des fluctuations monétaires, la coopération Wallonie-Québec a créé un cadre de confiance pour les entreprises et centres de recherche. Cela a permis d'augmenter le volume des échanges, notamment dans les créneaux des matériaux composites, des biotechnologies, des logiciels, des transports publics et des spécialités agro-alimentaires.

Ainsi, une dimension proche de l'emploi a pu être donnée dès le début à une relation malgré tout "sentimentale" entre communautés francophones. Cette approche pragmatique a pu s'adapter aux mutations commerciales en soulignant le rôle de portes d'entrées à de vastes marchés que peuvent jouer le Québec et la Wallonie. Il s'agit bien entendu de la zone de libre échange nord-américaine (ALENA) et du marché unique européen.

Des liens de coopération scientifique et technologique avec une autre province canadienne, l'Alberta, ont été formalisés par une déclaration d'intention signée le 30 août 1990 par les Ministres Fred Stewart et Albert Liénard. L'objectif principal en est de promouvoir les actions conjointes de scientifiques afin de déboucher sur des projets commerciaux communs. Les principaux thèmes retenus sont l'optoélectronique, les télécommunications, les biotechnologies, les technologies de l'environnement et la micro-électronique.

Aux Etats-Unis, l'Etat partenaire de la Wallonie est d'abord le Maryland, avec comme première réalisation conjointe la tenue à Baltimore, en septembre 1988, d'un symposium international sur les biotechnologies. La Wallonie a joué, à cette occasion comme à d'autres, un rôle de relais européen puisque les industriels

et scientifiques de quatre autres régions européennes y ont participé à son invitation : Catalogne, Lombardie, Nord-Pas-de-Calais et Rhône-Alpes.

La coopération avec le Maryland, reposant sur un accord de coopération du 16 juin 1989, comprend un volet scientifique et technologique, avec les modalités classiques d'échanges de scientifiques et d'informations, de missions et d'accès aux banques de données. Les secteurs mentionnés à ce titre sont, outre la biotechnologie, la micro-électronique, l'intelligence artificielle, les nouveaux matériaux, les télécommunications, la rénovation urbaine et l'architecture. Des accords impliquant des centres de recherche et parfois des entreprises ont ainsi pu être conclus, notamment en matière de développement et de commercialisation de poissons transgéniques ainsi qu'au niveau des échanges de produits biotechnologiques d'application en agriculture.

Un volet économique est également prévu, avec notamment la volonté conjointe de "favoriser et appuyer des accords" entre "commerciaux et scientifiques".

Le monde en développement

Les Wallons ne considèrent pas le développement de technologies ultra-sophistiquées avec des partenaires américains ou japonais comme la seule et unique manière de s'affirmer dans la course planétaire à l'innovation. La Région wallonne a en effet concrétisé vers les pays du sud une démarche originale basée sur les éléments suivants :

- les pays du sud disposent d'un génie inventif et de ressources locales valorisables;
- combinée à cet atout, l'expérience industrielle et artisanale des Wallons permet, en partenariat avec des intervenants du sud, de mettre au point des technologies appropriées au développement, générant des productions locales dans le Tiers- Monde;
- le caractère approprié de ces technologies se traduit par la valorisation des ressources locales (par exemple la terre comme matériau de construction), le respect de l'environnement, l'absence de dépendance énergétique, la simplicité d'élaboration, de mise au point et d'utilisation, ainsi que la forte utilisation de main-d'oeuvre;
- le partenariat ainsi forgé entre industriels du nord et du sud répond aux grands enjeux du développement (auto-suffisance alimentaire, lutte contre la désertification, réduction de la dépendance énergétique, santé publique, logement, etc.). Il contribue, par l'exportation, à l'augmentation des recettes en devises des pays du sud tout en permettant aux entreprises du nord d'étendre leurs marchés.

On peut citer comme exemples la production de briques, de peintures et d'appâts anti- rongeurs, le séchage industriel du poisson, la fabrication rationnelle du charbon de bois. Ou encore la commercialisation en Europe du marbre soudanais.

Un axe complémentaire d'action de la Wallonie vers le monde en développement tient en des contributions à l'édification de "foyers de développement". Ceux-ci doivent disposer des compétences, des ressources et d'une localisation permettant la valorisation du potentiel endogène de zones excentrées par rapport aux grands centres urbains. Cette philosophie active du désenclavement prend notamment la forme de tables rondes du développement, réunissant opérateurs locaux et wallons ainsi que les différents bailleurs de fonds - bilatéraux et multilatéraux - ce afin d'établir la cohérence entre les actions des uns et des autres.

Cet esprit des technologies appropriées au développement et du partenariat avec le Sud s'est traduit par la conclusion, dès le 17 juin 1986, d'un protocole d'accord entre la Région et le C.D.I. (Centre pour le Développement industriel ACP - CEE), institution relevant directement des Conventions de Lomé. Les parties signataires s'y engagent à financer conjointement, chacune à concurrence d'un tiers, les actions de développement industriel impliquant des partenaires de la zone Afrique-Caraïbes-Pacifique et de Wallonie. Peuvent ainsi être pris en compte des études de faisabilité et de marché, des projets-pilotes, les déplacements et séjours nécessaires à la négociation et à la finalisation de projets, le démarrage et la maintenance des unités de production réalisées, des missions d'expertise, de diagnostic ou de promotion de projets de réhabilitation ou d'expansion d'entreprises existantes.

La collaboration implique également les antennes que compte le C.D.I. dans chacun des pays A.C.P. et qui sont souvent gérées par les pouvoirs publics ou les chambres de commerce. La Région wallonne entretient des contacts suivis avec plusieurs d'entre elles, notamment au Sénégal et en Guinée, afin de disposer rapidement d'informations sur les partenariats industriels et technologiques recherchés.

Au niveau des textes bilatéraux liant la Wallonie, il convient également de citer : l'accord de partenariat du 8 juillet 1990 avec le Congo, signé en suivi de la Table ronde du Développement de la Cuvette. La Région s'y est engagée à mettre des jeunes experts en initiative industrielle à la disposition de la Société de Développement régional de la Cuvette et à prendre en charge le coût et la réalisation, dans la zone de la Cuvette, d'un bâtiment en terre stabilisée.

Sans y être tenue par ce texte bilatéral, mais conformément à sa politique des "foyers de développement", la Région a participé au capital de la Société de Développement régional de la Cuvette et a consenti une ligne de crédit en sa faveur;

- le plan d'action conjoint du 25 octobre 1988 avec la République Islamique de Mauritanie, signé à Zouerate en suivi de la Table ronde sur le Développement du Tiris Zemmour (partie nord de la Mauritanie). En vertu de ce texte, la Région met des jeunes experts à la disposition des autorités mauritaniennes pour la mise en oeuvre du plan de développement régional et des programmes sectoriels résultant de la Table Ronde. La coopération porte également, dans le cadre de la francophonie multilatérale, sur la valorisation des eaux saumâtres à des fins agricoles;
- avec la Tunisie, une ligne de crédit de 30 millions de francs a été mise en place afin de stimuler les projets de partenariat. La coopération avec ce pays implique également la Banque nationale de Développement agricole (B.N.D.A.) et l'Agence de Promotion de l'Industrie (A.P.I.);
- plusieurs protocoles et accords signés avec la Province chinoise du Henan et prévoyant notamment : l'échange d'experts dans le secteur des matériaux de construction, de l'énergie, de la construction mécanique, de l'agro-industrie, de la rénovation d'entreprises existantes et du commerce de compensation ainsi qu'un programme d'échanges d'étudiants, chargés d'identifier les opportunités de coopération entre entreprises et centres de recherche.

V. La Région et l'Union européenne, la Région et le multilatéralisme

On peut affirmer que la Wallonie se comporte depuis sa naissance institutionnelle en véritable partenaire des institutions communautaires européennes. Si l'Union européenne apparaît comme un acteur essentiel du développement économique et social, le principe de subsidiarité, confirmé par le Traité de Maastricht, invite à l'organisation de la cohérence avec les autres niveaux de pouvoirs, les Etats comme les Régions.

Néanmoins, les autorités communautaires ont longtemps ignoré les Régions en ne reconnaissant que les Etats comme interlocuteurs pour ce qui concerne la politique régionale européenne. La Wallonie a ainsi fait partie du groupe de pionniers faisant entendre auprès des gouvernements et des autorités européennes la voix des régions afin qu'il soit dialogué avec elles et que les politiques communautaires prennent leurs besoins en compte.

Cette pression régionale a été le fait de l'Assemblée des Régions d'Europe (A.R.E), dont l'assemblée constitutive s'est tenue en 1985 à Louvain-la-Neuve (et donc en Wallonie, ce qui n'était pas un hasard). Présidée à sa naissance par Edgard Faure, Président de Franche-Comté - et avec notamment le Wallon Jean-Maurice Dehousse comme Vice-Président -, l'A.R.E. s'est donné pour objectifs de renforcer la représentation des régions auprès des institutions européennes et de faciliter leur participation à la construction de l'Europe et à la vie communautaire pour tout ce qui les concerne. Les statuts de l'A.R.E. indiquent que cette action comporte la perspective d'une représentation régionale institutionnalisée dans les cadres européens.

Le bilan est loin d'être négligeable puisque d'une part, bon nombre de programmes interrégionaux se sont concrétisés dans le cadre de l'A.R.E. ou à son initiative, comme Eurodyssée (expérience professionnelle à l'étranger pour les jeunes) ou Ouverture (assistance aux Régions de l'est européen), sans oublier Interreg (coopération transfrontalière). La Wallonie s'est impliquée dans chacun d'entre eux; d'autre part, une fonction consultative pour les régions a progressivement pris forme dans le processus décisionnel européen, avec l'instauration en 1988 d'un comité consultatif des collectivités régionales et locales.

Le Traité de Maastricht vient compléter positivement ce bilan par ses articles 198 et 146.

L'article 198 institue le Comité des Régions qui a remplacé avantageusement le Comité consultatif des collectivités régionales et locales et fait partie des institutions de l'Union européenne, au même titre que le Conseil, la Commission ou le Comité économique et social. Le Comité des Régions est ainsi consulté obligatoirement dans le domaine de l'enseignement, de la culture, de la santé publique, des réseaux transeuropéens, des fonds à finalité structurelle, du fonds de cohésion et des autres actions spécifiques menées au titre de la cohésion économique et sociale. Il peut également être consulté sur d'autres sujets par le Conseil ou la Commission et émettre d'initiative des avis sur les points examinés par le Comité économique et social.

Le Comité des Régions se compose de 189 membres, dont 12 Belges. Parmi ceux-ci, deux membres du Gouvernement régional wallon.

Mais la Wallonie se distingue d'une énorme majorité des autres régions européennes par l'application donnée en Belgique à l'article 146 du Traité de Maastricht. Selon cet article, la représentation de l'un ou l'autre Etat au sein du Conseil peut être le fait d'un Ministre régional. Cette formule logique en Belgique compte tenu du caractère exclusif des compétences régionales, y a donné lieu à un ingénieux système démarrant à l'occasion de l'exercice de la présidence européenne par la Belgique (second semestre 1993) et classifiant quatre *scenarii* possibles:

Modalités de représentation de la Belgique Types de Conseil visés 1. Représentation fédérale exclusive Affaires générales, Ecofin, Justice, Budget, Télécommunications, Consommateurs, Développement 2. Représentation fédérale avec un Agriculture, Pêche, Marché intérieur, nté, Ministre assesseur des entités Santé, Energie, Environnement, Transports fédérées (Communautés ou Régions Affaires sociales selon le cas) 3. Représentation par les entités Industrie, Recherche fédérées avec assesseur fédéral 4. Représentation exclusive par les Logement, Aménagement du territoire et entités fédérées Tourisme (Régions), Culture, Education, Jeunesse (Communautés).

L'originalité de cette formule tient, pour les Conseils relatifs à des compétences mixtes, intéressant deux niveaux de pouvoir, à l'instauration d'une fonction de ministre assesseur. Celui-ci peut assister le ministre siégeant, et, en accord avec lui, prendre la parole pour les matières de sa compétence.

Ces éléments ont été présentés pour indiquer la participation active - et institutionnellement reconnue - de la Wallonie à la construction européenne.

On a ainsi vu le Président du Gouvernement wallon, en l'occurrence Guy Spitaels, présider un Conseil informel des ministres de l'aménagement du territoire. La Wallonie a aussi pu défendre les intérêts des travailleurs de l'industrie sidérurgique en participant au Conseil Industrie.

La Région compte par ailleurs un délégué auprès de l'Union européenne, intégré dans la représentation permanente de la Belgique.

Les mêmes modalités de collaboration entre les régions et l'Etat fédéral, ainsi que de valorisation de l'autonomie régionale, sont appliquées *mutatis mutandis* au secteur multilatéral. L'ensemble des organisations internationales ont fait l'objet d'une étude conjointe identifiant celles qui ne concernent qu'un niveau de pouvoir et les autres, en fait la majorité, qualifiées d'organisations mixtes : leur champ d'activités couvre les compétences aussi bien régionales que fédérales.

C'est ainsi que le siège belge sera occupé par les régions par exemple, aux travaux de l'O.C.D.E. sur le développement rural ou de l'O.I.T. sur l'emploi. D'ailleurs, dès 1990, la Région, aux côtés de la Communauté française, signait à Turin un accord de collaboration avec le Centre international de Perfectionnement professionnel et technique de l'O.I.T. (organisation de stages en Wallonie pour les participants à des formations dispensées par le Centre).

Il a déjà été signalé que la Wallonie comptait également des chargés de mission auprès de l'ONUDI, de la Banque mondiale, de la Banque africaine de Développement et de la Banque asiatique de Développement.

La Wallonie participe en outre à la francophonie multilatérale en fonction de ses compétences dans les domaines économique, agricole, environnemental et énergétique ainsi qu'au niveau des industries de la langue. La Région et ses industriels participent ainsi activement au Forum francophone des Affaires (F.F.A.). D'autre part, on peut citer comme projets menés par la Région dans le cadre multilatéral francophone :

- le développement de l'observatoire wallon des industries de la langue;
- la mise en place à Dakar d'un atelier international des technologies de fermentation industrielle;
- la création à Labé (Guinée) d'un centre environnemental pour toute la zone du Fouta Djallon;
- la constitution d'une banque d'images pour le programme ISTRA de formation en agronomie tropicale;
- la caractérisation par télédétection de domaines agricoles au Sahel.

Comme cela a été souligné à plusieurs reprises, les relations internationales de la Wallonie constituent autant une réalité incontournable sur le plan juridique qu'une volonté prioritaire sur le plan politique.

Représentant grosso modo un Européen sur cent - il s'agit de l'Union européenne - et un % du commerce mondial, la Wallonie veille à ce que son autonomie s'exprime en termes d'ouverture sur le monde, plutôt que de se replier sur elle-même. Car, au lieu de subir les événements du monde, il vaut mieux agir - certes modestement - sur ce monde.

Les relations internationales de la Wallonie sont arrivées dans leur phase de maturité et les possibilités de développement en résultant sont légion, aux niveaux tant des relations bilatérales - avec des Etats comme des Régions - que de l'Union européenne et du multilatéralisme.

La Wallonie n'entend pas traverser l'histoire en somnambule. Les Wallons vous attendent avec l'impatience d'un ami.

Orientation bibliographique

4. *Pour l'Europe, Liber*, n° 1, mars 1990, p. 2.

(Philippe Suinen, *Les relations internationales de la Wallonie*, dans [Wallonie. Atouts et références d'une Région](#), (sous la direction de Freddy Joris), Gouvernement wallon, Région wallonne, Namur, 1995.)